

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 19 JANVIER 1912.

1° Proposition de loi sur le crédit des petits commerçants et des artisans (1).

2° Proposition de loi relative aux créances des marchands et artisans (2).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (3), PAR M. WAUWERMANS.

MESSIEURS,

Les propositions dont la Chambre se trouve saisie par les projets de loi émanant de l'initiative parlementaire de MM. Masson et consorts, d'une part, du Bus de Warnaffe et consorts, d'autre part, et tendant à rendre productives d'intérêt les créances des marchands et artisans pour fournitures au détail de marchandises, en exécution de travaux, ont déjà été esquissées lors de l'examen de la proposition de MM. Henderickx et consorts relative au régime des prescriptions (4).

L'honorable M. du Bus de Warnaffe, déposa, en effet, le 24 novembre 1908, un amendement où, visant les créances énumérées en les articles 2271 et 2272 du Code civil, il prévoyait :

« Deux mois après le point de départ de la prescription, les sommes dues porteront intérêt de plein droit (5). »

Il rattachait cet amendement à la proposition, alors soumise à la Commission spéciale, par les considérations suivantes :

« Donner plus de temps au créancier pour agir, c'est étendre, dans bien des cas, le délai de libération pour le débiteur. En fait, les commerçants sont souvent obligés, par les nécessités d'une concurrence de plus en plus âpre, à n'user de moyens de contrainte qu'au moment où ils sont dans la

(1) Session 1908-1909. *Doc. parl.*, n° 181.

(2) Session 1909-1910. *Doc. parl.*, n° 111.

(3) La Commission, présidée par M. Nerinex, était composée de MM. de Ghellinck d'Elseghe, Antoine Delporte, Destrée, Gillès de Pelichy, Mabille et Wauwermans.

(4) Proposition du 18 décembre 1906. *Doc. parl.*, n° 38, session de 1906-1907.

Rapport de la section centrale du 15 mars 1907. *Doc. parl.*, n° 107, session de 1906-1907.

(5) Session 1908-1909. *Doc. parl.*, n° 17.

nécessité absolue d'agir pour assurer la bonne fin de leur créance. Jusqu'à cette limite extrême ils ménagent des clients, que des mesures de rigueur risquent de leur aliéner définitivement. Et ainsi, en prolongeant le délai de prescription, on étendra dans bien des cas le délai du paiement. On peut se demander si, dans l'ensemble, semblable mesure ne serait pas plutôt nuisible aux commerçants.

Aussi ces propositions appelaient-elles comme correctif une disposition dont l'effet doit être, soit d'inciter le débiteur à se libérer pour échapper à une aggravation de charges, soit à réparer en toute équité les conséquences pour le créancier de l'inertie ou du mauvais vouloir de ses acheteurs.

Ce but serait atteint si les créances des marchands portaient intérêt de plein droit un certain temps après livraison. »

Mais l'auteur de la proposition fut amené à considérer qu'en réalité cet amendement ne se rattachait que de façon indirecte, par de réels, mais fragiles, liens de corrélation d'idées et d'efforts, au projet de M. Henderickx. « On pourrait peut-être, reconnaît-il en ses développements, en discuter la recevabilité, et c'est pour ce motif qu'il nous a paru opportun d'en faire l'objet d'une proposition de loi distincte, dont l'examen pourra être rattaché à celui de la proposition de M. Henderickx, et du projet de loi déposé sous la date du 25 juin 1909 par MM. Masson et consorts. »

Signalons que le principe qui inspire les propositions de MM. du Bus de Warnaffe, Masson et consorts, et qui a été traduit en textes dans leurs propositions a, encore, et depuis lors, fourni matière à un nouveau projet.

L'article 18 de la proposition de loi sur le crédit en faveur de la petite bourgeoisie commerçante et industrielle, déposée le 19 juillet 1911 par MM. Frank et consorts (1) prévoit en effet :

« Les factures des détaillants et fabricants fournissant directement à la consommation et sans stipulation de paiements échelonnés, portent intérêt de plein droit à 5 1/2 p. c. l'an, un mois après la remise de la facture et en tous cas à partir du 31 janvier de l'année qui suit celle au cours de laquelle les fournitures ou livraisons ont eu lieu. »

Et peut-être serait-il difficile de se livrer à l'étude de ces diverses propositions en faisant abstraction de la proposition déposée le 23 février 1910 par MM. Mechelynck et consorts qui demandent de modifier l'article 1153 du Code civil en faisant courir les intérêts moratoires à partir de la sommation de payer, en défruisant la limite forfaitaire fixée aux dommages-intérêts au cas de retard de paiement : « S'il est justifié que la condamnation aux intérêts légaux n'est pas suffisante pour réparer le dommage causé, les juges pourront allouer à titre de dommages-intérêts une somme supérieure. »

Toutes ces propositions ont des points de contact, et on peut même les considérer comme ne formant dans leur ensemble qu'un chapitre d'une loi générale destinée à organiser le crédit des petits commerçants et artisans.

C'est le titre proposé par MM. Masson et consorts.

*
* *

(1) *Doc. parl.*, session 1910-1911, n° 254.

La première question qui se pose est celle-ci : Y a-t-il matière à intervention législative, ou bien le principe de liberté absolue doit-il être maintenu : « Les conventions forment la loi des parties ». Complété par les forces que peut fournir l'organisation des intéressés, ce principe suffit-il pour apporter le remède aux maux dont se plaignent les commerçants-détaillants et les artisans.

« A quoi bon ? » déclarent les adversaires du principe de l'intervention.

« La vérité est que le législateur n'a rien à faire en cette espèce. Cela ne le regarde pas, tout simplement.

» Le petit commerce se plaint de l'abus du crédit ?

» Mais, Seigneur, qui l'oblige à accorder ce crédit ?

» Qui l'oblige à livrer ses marchandises ou à donner son travail sans argent comptant ?

» S'il le fait, c'est qu'il le veut bien et que, souvent, il y trouve son compte.

» Par ce moyen, il tient une clientèle ; par ce moyen aussi, je suppose, il arrive bien aussi que les factures et les relevés de compte ne sont pas discutés.

» Il n'est pas un de nous peut être qui n'ait été en butte aux sollicitations du petit commerce, et sollicitations qui tendaient non pas à payer comptant, mais au contraire à ne payer que le plus tard possible.

» Avec ce procédé, certes, on trouve de mauvais débiteurs, mais c'est le risque du commerce que ce dernier est libre de ne pas courir.

» Au surplus, le paiement comptant n'est pas une panacée.

» Ce sont, en définitive, les mœurs qu'il faut réformer et le législateur n'a pas cette mission.

» Quelle universelle maladie que l'intervention de l'État, des Parlements, des municipalités et autres corps plus ou moins bien constitués ! »

La Commission spéciale ne peut partager cette opinion : La liberté n'est qu'un vain mot si des circonstances de fait empêchent le titulaire d'un droit d'en faire l'usage prévu et désiré.

Lorsque le législateur estime nécessaire, dans un intérêt supérieur — moral, social ou économique — de reconnaître l'existence d'un droit, il ne peut se borner à une platonique déclaration de principe et doit assurer le maintien et le libre exercice de ce droit au profit de tous ceux à qui il a été reconnu, et qui par le fait de leur faiblesse seraient enclins ou obligés d'y renoncer.

Dans l'espèce qui nous occupe, il est bien certain que le droit du vendeur ne peut s'exercer qu'au risque de perdre son client. « Entre les deux maux qui l'inquiètent, il choisit le moindre. » Le fait de ne pouvoir exercer un droit qu'au prix d'un mal obligatoire révèle une atteinte à ce droit.

Que ce fait dérive de mœurs et de pratiques déplorables, nul ne songe à le contester. C'est le résultat d'une concurrence acharnée, des calculs intéressés de quelques-uns, qui y trouvent leur intérêt.

La réforme des mœurs supposerait le concours de tous les intéressés. Or, ceux qui souffrent et qui ne demandent pas mieux que de réagir se trouvent précisément les victimes de ceux qui estiment n'avoir aucun intérêt à cette réforme.

Pour amener la pratique du paiement comptant, il faut que la loi se range du côté des partisans de cette réforme, et joigne sa protection à leurs efforts, que ce soit elle qui assume vis-à-vis du débiteur l'entière responsabilité de l'exigibilité de la créance sous peine d'intérêts moratoires, et non plus le commerçant pour qui toute initiative de ce chef constitue nécessairement une cause d'infériorité.

Il faut d'ailleurs l'avouer — quelque regret qu'on en éprouve — les résultats obtenus par les efforts généreux de la *ligue nationale du paiement comptant*, pour être sûrs, ne sont pas aussi rapides qu'on le souhaitait, et on est obligé de constater que « les usages ne se modifient qu'à la longue et que l'habitude des paiements différés ne se perdra pas en un jour ».

Or, le mal exerce ses ravages chaque jour, et il semble impossible de se borner à laisser uniquement agir le temps.

« L'Etat est intéressé à agir, surtout lorsque les efforts privés peuvent difficilement aboutir (1) ».

L'unanimité, la persistance avec laquelle cette réforme est réclamée — surtout par les intéressés, les meilleurs juges de son opportunité — constitue une réfutation éclatante de la théorie non-interventionniste.

La question de l'intérêt de plein droit a fait l'objet de discussions assez étendues devant la Commission nationale de la petite bourgeoisie.

M. Pyfferoen rappela, dans la troisième section, qu'au cours d'une conférence à la Ligue du paiement comptant, au Palais des Académies, le 5 juin 1906, M. Beernaert avait signalé « que le législateur devrait édicter une mesure en vertu de laquelle toute fourniture de marchandises porte de plein droit intérêt après un certain délai » (2).

La section se montra aussitôt favorable à la transformation de ce vœu en un texte législatif, après que M. Varlez eut signalé que certains tribunaux de commerce, et notamment ceux de Verviers, Bruges et Gand, avaient déjà décidé que, dans certains cas, les intérêts sont dûs depuis l'envoi de la facture et avant citation (3).

Le vœu suivant fut voté le 27 novembre 1907 : « La Commission nationale émet le vœu de voir établir par une disposition législative le paiement des intérêts légaux, à charge de l'acheteur, trois mois après envoi de la facture, constaté par les livres du fournisseur et agrégation de la marchandise » (4).

Cette proposition fut soumise le 30 avril 1907 à l'assemblée plénière. Après une fort longue discussion, elle fut adoptée avec cet amendement : « Celle-ci (la fourniture) sera censée agréée si aucune réclamation n'a été formulée dans la quinzaine de la réception (5) ».

(1) *Le paiement au comptant devant la législature* (Bulletin de l'Office des métiers et négoce, 1909, p. 244).

(2) Séance du 50 octobre 1906. Procès-verbaux p. 29

(3) *Ibid*, p. 55.

(4) *Ibid*, p. 58.

(5) Procès-verbaux des séances plénières, p. 717.

C'est cet amendement que — signalons-le en passant — nous retrouvons dans l'article 19, § 1, de la proposition déjà mentionnée de M. Franck :

« Les marchandises et produits ouvrés livrés par les détaillants et les industriels fournissant directement à la consommation, sont censés agréés si, dans un délai d'un mois suivant la date de la livraison, il n'a été ni présenté d'observations par écrit ni réclamé d'expertise. »

Le vœu est depuis lors reproduit à maintes reprises avec une remarquable persistance. Il est exprimé dans toutes les réunions des représentants des classes moyennes.

Pour ne citer que les manifestations les plus récentes : c'est l'*Association pour l'étude et la défense des intérêts de la petite Bourgeoisie* qui, en 1909, adresse au Ministre de la Justice une pétition pour demander que les créances civiles des artisans et des marchands en détail soient de plein droit productives d'un intérêt de 2 p. c. par trimestre commencé, à partir du troisième mois qui suit la livraison, à condition que la facture (qui reproduirait en marge le texte de la loi) soit envoyée en temps utile par le créancier.

Le *Congrès de la Petite Bourgeoisie*, tenu à Saint-Nicolas, les 22-25 août 1909, émet les vœux :

3° Que les factures des fournisseurs stipulent :

a) Que les réclamations ne seront plus admises après un délai de quinze jours.

b) Que l'escompte de 2 p. c. sera accordé pour tout paiement au comptant ou au plus tard dans les trente jours.

c) Qu'un intérêt de 2 p. c., sera dû pour chaque paiement en retard d'un trimestre.

d) Qu'une entente intervienne entre les vendeurs pour que les stipulations ci-dessus soient toutes *faites d'après une même formule*.

4° Que les commerçants et les artisans se mettent d'accord pour faire recevoir par des tiers, et moyennant une petite commission, les factures qu'ils craindraient de présenter eux-mêmes.

La Fédération nationale des *Vrije Burgersbonden de Belgique* transmet le 13 novembre 1909, à la Chambre, les conclusions prises dans son assemblée générale de Gand (24 octobre 1909), à savoir :

« Déclare s'opposer à la proposition de MM. Henderickx et co-signataires aux fins de modification des articles 2271 et 2272 du Code civil.

» Se rallie à la proposition de la section centrale, avec prière de reviser l'article 2272bis dans ce sens que la prescription ait lieu deux ans après l'expiration de l'année civile au cours de laquelle la fourniture a eu lieu.

» Demande le vote simultané de la proposition de loi Masson concernant le crédit des petits commerçants et des artisans. »

A l'étranger, la question n'intéresse pas moins l'opinion publique et M. le docteur Thilo Hampke, à Hambourg, convaincu de la difficulté de réformer à bref délai les habitudes des acheteurs par des mesures légales ou administratives, systématise comme suit l'action nécessaire de l'initiative privée et syndicale.

« 1° Les artisans doivent établir clairement et rapidement leurs factures en stipulant les conditions de paiement qui deviendront l'usage commun ;

» 2° Les fournitures de quelque importance devront être accompagnées d'une facture mentionnant que les réclamations ne seront plus recevables après un délai de quinze jours ;

» 3° Il sera accordé un escompte de 2 p. c. pour paiement comptant ou au plus tard dans les trente jours ;

» 4° Des intérêts moratoires à raison de 2 p. c. par trimestre seront calculés sur toute facture en souffrance depuis trois mois. Toutes ces stipulations seront imprimées sur les factures et les artisans s'entendront pour ne pas employer d'autre formule. »

Chez nos voisins des Pays-Bas, la Commission nationale de la petite bourgeoisie termina ses études sur la question qui nous occupe par l'élaboration, en juillet 1910, d'un avant-projet de loi qu'elle transmit, avec un exposé des motifs, à S. M. la Reine.

En principe, cet avant-projet admet la faculté, pour le petit commerce et la petite industrie, de porter en compte des intérêts moratoires pour leurs fournitures ou livraisons. Ces intérêts pourraient courir à partir de la présentation de la facture et s'élèveraient à 5 p. c. ; la preuve de cette présentation serait fournie par une estampille officielle de la poste, apposée sur le double de la facture transmis au débiteur.

Enfin, c'est le Grand-Duché de Luxembourg qui, le 23 juin 1909, a voté une loi spéciale sur la présente matière.

Il est utile d'en citer ici les termes :

ARTICLE PREMIER.

Les créances des marchands et artisans qui ont pour objet la vente en détail de marchandises ou l'exécution de travaux, y compris les dépenses y relatives et faites par le créancier, sont de plein droit productives d'intérêt à 2 p. c. par trimestre commencé, à partir de l'expiration du troisième mois qui suit la livraison des marchandises ou l'achèvement des travaux.

ART. 2.

Ces intérêts ne sont dus que si la marchand ou l'artisan a, dans le mois de la livraison des marchandises ou de l'exécution des travaux, adressé à son débiteur la facture y relative ; la facture doit contenir la reproduction du texte de l'article premier de la présente loi.

La preuve de l'exécution de ce devoir se fera conformément au droit commun.

ART. 3.

Les dispositions de cette loi ne s'appliquent pas aux fournitures ni aux travaux qui ont eu lieu pour les besoins de l'industrie ou du commerce du débiteur.

Cette intervention du législateur luxembourgeois mérite d'attirer l'atten-

tion d'une façon toute particulière, à raison du fait que la Chambre des députés a adopté la loi à l'unanimité. Or, ce projet de loi, né de l'initiative gouvernementale en 1876 et en 1904, avait été abandonné par suite de l'opposition de la Cour supérieure de justice et du Conseil d'Etat. Il fut repris en 1906 par l'initiative parlementaire et le Gouvernement passa outre à l'opposition du Conseil d'Etat en reprenant en 1908 ses propositions anciennes. C'est sous la pression de l'opinion publique que la réforme a été réalisée.

*
* *

L'article 1146 du Code civil attribue aux intérêts moratoires le caractère d'une réparation à charge du débiteur en défaut d'accomplir son obligation dans le délai imparti par la loi ou la convention.

L'article 1153 le complète en stipulant la nécessité d'une demande en justice. « Ils (les intérêts fixés par la loi) ne sont dus que du jour de la demande, excepté dans les cas où la loi les fait courir de plein droit. »

Il faut donc, pour établir une base juridique à la proposition de loi, inscrire dans la loi le principe de l'obligation et fixer le délai légal d'obligation de paiement des fournitures des marchands de détail. Il faut ensuite soit décider que les intérêts courent de plein droit par seule échéance du terme, soit attribuer à un acte extra-judiciaire le caractère et les effets de la « demande en justice visée à l'article 1153 du Code civil ».

Nous avons reconnu la nécessité de faire découler de la volonté de la loi, et non de l'expression de la volonté des parties, l'obligation d'acquitter les intérêts moratoires.

La proposition de M. Masson prévoit que les intérêts ne seront exigibles que si le fournisseur fait mention dans la facture ou le relevé de compte de ce que, à défaut de paiement à l'échéance, la somme due sera productive de plein droit de l'intérêt de 4 1/2 p. c. par trimestre.

Cette obligation est évidemment reprise de la loi luxembourgeoise : elle reproduit les termes de son article 2.

Il semble que la mention dans la facture ou le relevé n'a d'autre but que de fournir aux débiteurs un avertissement. Cependant ne risque-t-on pas de la voir autrement interprétée. Déjà M. Du Bus de Warnaffe, dans les développements de sa proposition, commentant ce texte, écrit : « La stipulation d'intérêt n'agit pas de plein droit. Il faut que le créancier manifeste formellement l'intention de bénéficier des dispositions légales ».

Cette obligation de mention mettrait donc les commerçants dans une situation réelle d'infériorité. Nombreux seront ceux qui n'oseront pas user de la loi si cet usage nécessite un acte positif pour en réclamer le bénéfice. Il ne serait guère changé à la situation actuelle où les fournisseurs peuvent — et la Commission a eu sous les yeux des factures portant cette mention — insérer que le défaut de paiement entraînera bonification à leur profit d'intérêts, qui seront en tel cas réclamés à titre conventionnel. La loi nouvelle n'aurait d'autre portée que de faire disparaître toute controverse

sur ce point que la réception non suivie de protestation d'une facture contenant ces mentions, doit être considérée comme preuve d'accord sur cette clause.

Ce résultat ne paraîtrait pas suffisant pour justifier une modification à la loi en vigueur. D'autre part, il ne semble pas qu'il y ait lieu de déroger ici au principe que « nul n'est censé ignorer la loi » pour obliger une des parties à la rappeler à l'autre sous peine de ne pouvoir l'invoquer.

Le texte de la proposition de MM. du Bus de Warnaffe paraît donc devoir être préféré : l'obligation doit être légale et absolue.

Ceci posé, quel doit être le point de départ des intérêts.

Il ne faut point confondre la date de l'exigibilité de la dette et celle où les intérêts commenceront à courir.

Les créances des fournisseurs et des artisans n'ont pas besoin d'être déclarées exigibles dans le terme d'un mois ou dans un terme quelconque, parce que, strictement, et à défaut de disposition contraire elles le sont, en effet, et immédiatement, d'ores et déjà, du fait de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

Il n'est donc pas nécessaire de déclarer l'exigibilité.

Et, d'autre part, on ne peut conclure de ce qu'un délai d'usage existe entre la date d'exigibilité rigoureuse et celle du règlement, que cet usage devrait être converti en loi. Il ne vient à l'esprit de personne, en déterminant une date à partir de laquelle le retard est déclaré dommageable de reconnaître, à *contrario*, le droit de reculer, d'ajourner un paiement qui doit se faire le jour même. Il ne faut pas confondre obligation et sanction.

On aggraverait sinon la situation dont on se plaint, puisque désormais tout le monde aurait le droit d'attendre pour s'exécuter, qu'une facture soit envoyée ou que des intérêts puissent être exigés.

Il va de soi que le droit d'exiger le règlement immédiat et de faire courir immédiatement les intérêts par une demande en justice continuera à subsister, dans son intégrité.

Le système de l'intérêt courant de plein droit, du *dies interpellat pro homine* est formellement répudié par le Code.

Il a voulu protéger le débiteur contre les rigueurs des créanciers. Le débiteur souvent peu instruit, trop souvent négligent ou irréfléchi, ne peut guère prévoir les conséquences désastreuses résultant pour lui de l'accumulation des intérêts.

On ne peut fixer ce jour à celui de la livraison et encore moins à une date à prendre cours sur celle-ci, pour constituer, le point initial du retard dans l'obligation de payer : ce serait en ce dernier cas détruire le principe du paiement obligatoire au comptant. Il faut donc recourir au système de la mise en demeure.

La législation allemande, qui se montre sévère à l'égard du débiteur, n'astreint cependant le débiteur civil au paiement des intérêts qu'après une mise en demeure (§§ 284, al. 1 et 288 C. civ. allemand).

Il est vrai qu'entre commerçants les intérêts moratoires courent de plein droit à partir du jour de l'échéance (§ 553 C. comm.).

Il ne semble donc pas qu'il faille se départir ici des principes généraux du droit.

Mais autre chose est de substituer à la demande en justice, ou même à l'acte judiciaire un acte équivalent, s'il est de nature à aviser le débiteur des conséquences de son inaction.

Cet acte serait l'envoi d'une facture ou d'un relevé de compte.

Le système de l'envoi de facture, valant sommation, peut encore invoquer, au point de vue pratique, cette considération que si l'on s'attachait à la date de livraison, les intérêts pourraient avoir un point de départ différent pour chaque article fourni, et que le calcul de ces intérêts compliquerait considérablement la comptabilité. D'autre part, on ne peut reprocher à un acheteur d'attendre un certain total de livraisons pour procéder à un règlement d'ensemble; le vendeur pourrait aussi à dessein omettre d'envoyer la facture, pour bénéficier de ces intérêts.

Les intérêts courront à défaut de satisfaire à la sommation que cet envoi de facture constituera.

Mais ici encore il faut tenir compte des usages et respecter les délais qui actuellement, séparent le règlement de réception de la facture, et qui ne permettent pas encore, tandis qu'ils s'écoulent, de ranger le débiteur dans la catégorie des « mauvais payeurs ».

Quel doit être ce délai ?

La proposition de M. Masson et celle de MM. Franck et consorts indique le délai d'un mois de la facture.

MM du Bus et consorts proposent celui de six mois à dater de la livraison. L'amendement de M. du Bus de Warnaffe, du 24 novembre 1908, adoptait le terme de deux mois, après le point de départ de la prescription.

La loi luxembourgeoise adopte le terme des trois mois à dater de la fourniture.

MM. Masson et consorts prévoient la possibilité de dérogation ; la proposition de M. du Bus de Warnaffe reste muette sur ce point.

La question à résoudre est toute de fait ; il est certain que le paiement comptant étant l'idéal poursuivi, la fixation du délai d'un mois se justifie mieux que celui de six mois. Comme nous l'avons exposé, le point de départ doit être déterminé par l'envoi de la facture. Or, un délai plus ou moins long s'écoulant entre la livraison et la facture, la distance d'un mois à six mois qui sépare les auteurs des deux propositions est plus apparente que réelle : le délai d'un mois complète celui entre la fourniture et la facture. Cependant, pour ne point rompre d'une façon trop radicale avec les habitudes, la Commission a adopté un moyen terme : le délai de trois mois à partir de l'envoi de la facture.

Elle estime, d'autre part, qu'on ne peut interdire les stipulations contraires — abréviation ou diminution : on ne peut considérer la disposition qui nous occupe comme si elle était d'ordre public alors que la loi du 5 mai 1865 a même rétabli la liberté absolue dans la fixation du taux de l'intérêt.

Comment se fera la preuve de l'envoi de la facture?

Conformément au droit commun, dit la loi luxembourgeoise, et l'on invoque que la preuve de l'envoi de la facture ne sera pas plus difficile que la preuve de l'existence de la créance elle-même.

Le droit commun, c'est, entre commerçants, la possibilité de fournir la preuve par la production de livres de commerce régulièrement tenus.

Mais l'article 20 de la loi du 13 décembre 1872 ne statue que relativement aux contestations entre commerçants pour faits de commerce, et n'est pas applicable aux contestations entre un commerçant et une personne non marchande, ni même à celles entre deux commerçants si le débat est étranger à leur négoce.

Les livres de commerce ne peuvent fournir aujourd'hui, vis-à-vis des personnes non marchandes, dans l'hypothèse la plus favorable, qu'un commencement de preuve de nature à autoriser la délation du serment supplétoire à celui qui les a tenus (art. 1529 C. c.); ils ne forment pas le commencement de preuve par écrit exigé pour l'admission de la preuve testimoniale dans les contestations civiles d'une valeur supérieure à 150 francs (cf. art. 1347 C. c.).

Que l'on ne s'émeuve pas plus que de raison, à la pensée de la dangereuse situation qui serait créée au débiteur par une modification à l'ordre ou au mode actuel des preuves. De quoi se plaindrait-il? De ce que les intérêts lui sont réclamés à défaut d'envoi préalable d'une facture. Mais cette réclamation n'aura lieu que si un temps relativement long s'est écoulé depuis la livraison, et il serait bien invraisemblable que le vendeur songeât à les réclamer sans avoir jamais fait aucune tentative de recouvrement. D'autre part, le principe n'est-il pas que le paiement doit — sauf stipulation contraire — être présumé immédiatement exigible. L'acheteur connaît la dette, profite du prix. N'est-il pas quelque peu en faute s'il ne pense pas à régler sa dette?

Et des abus sont-ils à redouter? Ils résulteraient de fausses affirmations du vendeur quant à l'envoi de la facture.

Or, il est à considérer que si l'on décide que les mentions d'un livre facturier auront une valeur de preuve ou de constatation par voie de conséquence, l'inscription de mentions fausses tombera sous l'application de l'article 196, § final, du Code pénal (1).

D'autre part, il s'attache un intérêt incontestable à attacher aux mentions des factures un caractère qui permette de réaliser une réforme vivement souhaitée par le commerce de détail, et dont la réalisation paraît indispensable pour faciliter le crédit qu'il réclame : l'escompte des factures.

Cet escompte suppose nécessairement la détermination de dates d'échéance. C'est moyennant cette condition que les organismes de crédit pourront considérer les factures comme des valeurs garantissant des avances. Déjà dans certaines villes les commerçants ont obtenu que des banques opèrent

(1) Cf. NYPELS et SERVAIS, *Code pénal interprété*, t. I, p. 591 et suiv.

l'encaissement des factures, et consentent des remises à valoir sur les bordereaux de remise. Cette pratique a fourni d'excellents résultats — notamment en ce qui concerne la régularité des règlements : des débiteurs n'ont point sollicité de tiers des délais qu'ils auraient réclamés au vendeur lui-même, et que celui-ci avait sans doute été dans l'impossibilité de leur refuser.

L'on peut penser que la disposition de l'article 2, amendé, si elle venait à être complétée par une disposition nouvelle, complémentaire de l'article 509 du Code Pénal et frappant de peines ceux qui mettraient en recouvrement des factures de marchandises qu'ils savent non exigibles, serait de nature à faciliter grandement le problème dont le Parlement se trouve saisi, notamment par la proposition de MM. Dallemagne et consorts.

Ces dispositions auraient en outre cet autre résultat heureux d'imposer au petit commerce l'exactitude et le soin de sa comptabilité, souvent trop négligés aujourd'hui.

Mais faut-il imposer aux commerçants la tenue de livres spéciaux ? Ce serait compliquer la tenue des écritures déjà fort difficile pour certains petits détaillants. Ne peut-on s'en tenir à une disposition générale, se confiant à la sagesse du juge.

La solution la plus simple consiste donc à étendre la disposition de l'article 20 de la loi de 1872, et de — non pas créer une présomption en faveur du fournisseur, en admettant que la production de ses écritures commerciales vaudra jusque preuve contraire — d'accorder au juge une liberté dont il ne dispose pas aujourd'hui ?

En ce qui concerne le calcul des intérêts, il ne semble pas qu'il faille en dresser le compte par trimestre plein. Ce serait encourager le débiteur qui a entamé par ses retards un trimestre, à jouir, jusqu'au bout de celui-ci, des intérêts exigibles pour l'entière durée.

Il n'y a pas lieu de déroger au droit commun : la difficulté de dresser certains comptes ne le justifierait pas.

Il ne paraît pas davantage qu'il faille inscrire un autre taux que celui de l'intérêt légal : les intérêts moratoires ne sont pas une pénalité ni une astreinte.

La proposition de loi ne crée aucun privilège au profit du petit commerce en poursuivant la réparation de cette injustice : le crédit forcé à consentir par le vendeur. C'est à cause de ce crédit que les bons payeurs pâtissent pour les mauvais ; que le commerçant doit majorer ses prix en proportion des charges que lui impose l'indisponibilité de son capital qui devait être de « roulement ».

Elle tend à aider les classes moyennes en fournissant aux initiatives privées un point d'appui nécessaire dans la réforme d'habitudes invétérées. Elle servira les acheteurs eux-mêmes en les obligeant de proportionner leurs dépenses à leurs ressources : l'ignorance du montant des dettes à satisfaire, le crédit trop prolongé, la complaisance intéressée des fournisseurs, sont souvent les causes génératrices des dettes nouvelles.

Depuis de longues années, les classes moyennes réclament du Parlement des lois protectrices de leurs intérêts. Celui-ci a une dette — exigible à leur égard.

Puissent-elles constater qu'elle ne donnera pas lieu à un payement trop injustement différé.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
E. NERINCX.



(13)

**Texte du projet de loi
et
texte proposé par la Commission.**

Texte du projet de loi.

*Proposition de MM. du Bus
de Warnaffe et consorts.*

ARTICLE UNIQUE.

Les créances des marchands et artisans pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, six mois après la date de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

*Proposition de MM. Masson
et consorts.*

ARTICLE PREMIER.

Les créances pour fournitures faites par des marchands au détail, ou pour travaux effectués par des artisans, seront exigibles dans le mois de la facture ou du relevé de compte, s'il n'en est autrement convenu par les parties.

A défaut de paiement à l'échéance, la somme due sera productive de plein droit d'un intérêt de 1 1/2 p. c. par trimestre.

ART. 2.

Cette disposition ne sera applicable que si le fournisseur en fait mention dans la facture ou le relevé de compte.

Tekst der wetsvoorstellen.

*Voorstel van den heer du Bus
de Warnaffe en medeleden.*

EENIG ARTIKEL.

Schuldvorderingen, welke koop- en ambachtslieden tegoed hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest, zes maanden na den dag waarop de waren geleverd of de werken voltooid werden.

*Voorstel van den heer Masson
en medeleden.*

EERSTE ARTIKEL.

De betaling van de leveringen, door kleinhandelaars gedaan, of van de werken verricht door ambachtslieden, kan worden gevorderd binnen eene maand na indiening van de factuur of van het uittreksel van rekening, indien door de partijen daaromtrent niets anders is bedongen.

Bij gebrek aan betaling op den vervalldag, geeft de verschuldigde som van rechtswege een driemaandelijkschen interest van 1 1/2 t. h.

ART. 2.

Deze bepaling is dan alleen van toepassing, wanneer de leverancier daarvan melding maakte in de factuur of in het uittreksel van rekening.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER

Les créances des marchands et artisans, pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, à l'expiration du troisième mois à compter du jour de l'envoi de la facture ou du relevé de compte.

(Supprimer cet article.)

EERSTE ARTIKEL.

Schuldvorderingen, welke koop- en ambachtslieden te goed hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest bij het eindigen van de derde maand te rekenen van den dag waarop de factuur of het uittreksel van rekening werd toegezonden.

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 2.

(Supprimer l'alinéa 1).

ART. 2.

(Het 1^{ste} lid te doen wegvallen.)

Moely Texte du projet de loi.

La preuve de l'accomplissement de cette formalité résultera à suffisance, de la transcription de la facture en un livre copie-lettres et de la production d'un registre facturier reproduisant les termes de l'article premier tant sur la souche que sur le talon.

ART. 5.

La présente loi n'est pas applicable aux obligations des commerçants, à moins que les fournitures et travaux n'aient une cause étrangère au commerce.

Tekst der wetsvoorstellen.

Het bewijs dat deze formaliteit is vervuld, blijkt genoegzaam uit de overschrijving van de factuur in een kopijboek en uit de overlegging van een facturenboek waarin de bewoordingen van artikel 1 zijn weergegeven, zoowel op het aan den stam blijvend als op het afgescheurd gedeelte van het blad.

ART. 5.

Deze wet is niet van toepassing op de verbintenissen aangegaan door handelaars, tenzij de leveringen en werken niet tot hunnen handel betrekkelijk zijn.

Texte proposé par la Commission.

Les livres et écritures de commerce, régulièrement tenus, pourront être admis par le juge pour faire preuve de l'envoi de la facture ou du relevé de compte.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

De regelmatig gehouden handelsboeken en -schriften kunnen door den rechter worden aangenomen als bewijs der toezending van de factuur of van het uittreksel van rekening.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)

(18)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 19 JANUARI 1912.

1^o Wetsvoorstel op het krediet van kleinhandelaars en ambachtslieden ⁽¹⁾.

2^o Wetsvoorstel betreffende schuldvorderingen welke koop- en ambachtslieden tegoed hebben ⁽²⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE UITGEBRACHT (5) DOOR DEN HEER WAUWERMANS.

MIJNE HEEREN,

De voorstellen, bij de Kamer aanhangig gemaakt door de wetsontwerpen uitgaande, eensdeels, van de heeren Masson c.s, anderdeels van de heeren du Bus de Warnaffe c.s. en strekkende om interest te doen opbrengen aan de schuldvorderingen welke koop- en ambachtslieden te goed hebben wegens levering in 't klein van goederen, uitvoering van werken, kwamen reeds in aanmerking naar aanleiding van het voorstel van de heeren Hendrickx c.s., betreffende de regelen geldende voor de verjaring (4).

Trouwens, de achtbare heer du Bus de Warnaffe diende, op 24 November 1908, een amendement in, waarbij hij, met het oog op de schuldvorderingen vermeld in de artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek, het volgende voorzag :

« Twee maanden na het uitgangspunt der verjaring, brengen de ver-
» schuldigde sommen van rechtswege interest op (5). »

Dit amendement verbond hij aan het alstoen aan de Bijzondere Commissie onderworpen voorstel en staafde het door de volgende beschouwingen :

(1) Zittingsjaar 1908-1909. *Stukken*, n^r 181.

(2) Zittingsjaar 1909-1910. *Stukken*, n^r 114.

(3) De Commissie, voorgezeten door den heer Nerinx, bestond uit de heeren de Ghelincx d'Elseghe, Ant. Delporte, Destrée, Gillès de Péligny, Mabille en Wauwermans.

(4) Wetsvoorstel van 18 December 1906. *Stuk.*, n^r 58, zittingsjaar 1906-1907. Verslag van de Middenafdeeling, 15 Maart 1907. *Stuk.*, n^r 107, zittingsjaar 1906-1907.

(5) Zittingsjaar 1908-1909. *Stuk*, n^r 17.

« Zoo men den schuldeischer meer tijd laat tot handelen, dan verlengt men, in vele gevallen, den betalingstermijn voor den schuldenaar. De kooplieden zijn inderdaad dikwijls verplicht, door de eischen van eene steeds meer uitgebreide mededinging, alleen dan dwangmiddelen te gebruiken wanneer het voor hen volstrekt noodzakelijk is te handelen ten einde de betaling van hunne schuldvordering te verzekeren. Tot deze uiterste grens ontzien zij hunne klanten, die strenge maatregelen hun voorgoed zouden doen verliezen. En aldus zou, in vele gevallen, de verlenging van den verjaringstermijn voor gevolg hebben den betalingstermijn te verschuiven. Men kan zich afvragen of, over 't algemeen, zoodanige maatregel niet eer nadeelig zou zijn voor de kooplieden.

» Ook vergden deze voorstellen, als verbetering, eene bepaling waarvan de uitwerking zijn moet ofwel den schuldenaar aan te zetten tot betaling, om eene verzwaring van lasten te vermijden, ofwel in alle billijkheid te herstellen de gevolgen welke, voor den schuldeischer, de nalatigheid of kwade wil van zijne koopers kan hebben.

» Dit doel zou worden bereikt, indien de schuldvorderingen, welke de kooplieden hebben, van rechtswege interest gaven eenigen tijd na de levering ».

Doch de onderteekeenaar van het voorstel bekende dat dit amendement slechts onrechtstreeks, door werkelijke doch broze banden van onderlinge betrekking tusschen denkbeelden en streving, behoorde bij het ontwerp van den heer Henderickx. « Men zou wellicht, zoo bekend hij in zijne toelichting, zijne ontvankelijkheid kunnen betwisten, en daarom kwam het ons gepast voor, het aan te bieden als een afzonderlijk wetsvoorstel waarvan het onderzoek zou kunnen samengaan met dat van het wetsvoorstel des heeren Henderickx en van het wetsvoorstel der heeren Masson en medeleden, ingediend op 23 Juni 1909. »

Het beginsel, waarvan de voorstellen der heeren du Bus de Warnaffe, Masson en medeleden uitgaan en dat door teksten werd uitgedrukt in hunne voorstellen, gaf later nog aanleiding tot een nieuw ontwerp.

Artikel 18 van het wetsvoorstel betreffende het krediet ten bate van den middenstand in handel en nijverheid, op 19 Juli 1911 overgelegd door de heeren Franck e. s. (1), voorziet inderdaad het volgende :

« Op de facturen der kleinhandelaars en fabrikanten, rechtstreeks leverende voor het verbruik en zonder bepaling van over zekeren tijd verdeelde betalingen, is, ééne maand na afgifte van de factuur en, in elk geval, te rekenen van den 31st Januari van 't jaar volgende op dit waarin de leveringen of bezorgingen plaats hadden, van rechtswege een interest van 5 1/2 p. h. per jaar verschuldigd. »

En wellicht ware 't moeilijk deze verschillende voorstellen te onderzoeken, zoo men ter zijde liet het voorstel, op 23 Februari 1910 door de heeren Mechelynck en medeleden ingediend tot wijziging van artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek, ten einde de interesten wegens late betaling te doen loopen

(1) Stukk., zittingsjaar 1910-1911, nr 251.

van den dag af waarop de aanmaning tot betalen geschiedt, met afschaffing van den vooraf bepaalden termijn voor schadevergoeding ingeval van late betaling : « Indien het is bewezen dat de veroordeeling tot de wettelijke interesten niet toereikend is om de veroorzaakte schade te vergoeden, kunnen de rechters eene hoogere som als schadeloosstelling toekennen. »

Al deze voorstellen hebben punten van aanraking; zelfs kan men het er voor houden dat zij gezamenlijk slechts een hoofdstuk uitmaken van eene algemeene wet, bestemd om het krediet van kleinhandelaars en ambachtslieden te regelen.

Dat is de titel, voorgesteld door de heeren Masson c.s.

*
* * *

Het eerste vraagstuk, dat dient te worden opgelost, is het volgende : Bestaat er aanleiding tot regeling door de wet of moet het beginsel van volstreckte vrijheid worden gehandhaafd? Is de regel : « Overeenkomsten gelden als wet voor partijen », aangevuld door de macht die de inrichting der belanghebbenden kan geven, toereikend om de kwalen te verhelpen, waarover de kleinhandelaars en ambachtslieden zich beklagen?

« Waartoe zou het strekken? » zeggen de bestrijders van het beginsel der tusschenkomst.

« De waarheid is, dat de wetgever hiermede niets heeft te maken. Dit raakt hem doodeenvoudig niet.

» De kleinhandelaar klaagt over misbruik van krediet?

» Wel, lieve Heer, wie verplicht hem tot het geven van dit krediet?

» Wie dwingt hem zijne koopwaren te leveren; zijn werk te verstrekken tenzij tegen contante betaling?

» Doet hij het, dan is 't omdat het hem behaagt en hij er vaak zijne rekening bij vindt.

» Door dit middel houdt hij klanten; ook door dit middel, meen ik, gebeurt het eveneens dat er niet wordt gekibbeld over facturen en uittreksels van rekening.

» Wellicht werden wij allen lastig gevallen door den kleinhandel, niet opdat wij dadelijk zouden betalen, maar wel zoo laat mogelijk.

» Met dat stelsel treft men voorwaar slechte betalers aan, doch dat is het risico van den handel en het staat hem vrij zich daaraan niet bloot te stellen.

» Contante betaling is overigens niet het algemeene redmiddel.

» 't Zijn eigenlijk de zeden welke dienen te veranderen, en dit ligt niet op den weg van den wetgever.

» Wat eene algemeene ziekte is toch de tusschenkomst van den Staat, van de Parlementen, van de gemeentebesturen en andere min of meer goed ingerichte lichamen ! »

Met deze meening kan de Bijzondere Commissie zich niet vereenigen. Vrijheid is slechts een ijdel woord, indien hij, die een recht bezit, door

feitelijke omstandigheden wordt verhinderd daarvan het voorziene en gewenschte gebruik te maken.

Wanneer de wetgever het in een hooger zedelijk, maatschappelijk of economisch belang noodig acht het bestaan van een recht te erkennen, mag hij het niet laten bij eene platonische verklaring van beginsel en behoeft hij de handhaving en vrije uitoefening van dit recht te verzekeren, ten voordeele van al degenen aan wie het is erkend en die in hunne laksheid geneigd of verplicht zouden zijn er van af te zien.

In de onderhavige zaak kan voorzeker het recht van den verkooper slechts worden uitgeoefend op gevaar af zijn klant te verliezen. « Tusschen de twee kwalen, die hem bekommeren, kiest hij de minste. » Het feit dat men een recht slechts kan uitoefenen ten koste van een verplicht kwaad getuigt van eene inbreuk op dit recht.

Niemand zal betwisten dat dit feit het gevolg is van betreurenswaardige gebruiken en praktijken. 't Is de uitslag van eene hardnekkige mededinging, van de baatzuchtige berekeningen van sommigen die er hunne baat bij vinden.

Verandering van gebruiken onderstelt de medewerking van alle belanghebbenden. Welnu, zij die lijden en niets beters verlangen dan daartegen in te werken, zijn juist de slachtoffers van hen die denken geen belang te hebben bij die hervorming.

Om het gebruik van contante betaling te bevorderen, is het noodig dat de wet zich aan de zijde schare van de voorstanders dezer hervorming en hunne pogingen steune met hare bescherming, dat zij het weze die tegenover den schuldenaar de volle verantwoordelijkheid neme van de eischbaarheid der schuld, op straf van betaling van interest, en niet de koopman dien elk initiatief van dien aard noodzakelijkerwijs in een minderen toestand brengt.

Men behoeft het overigens te bekennen, hoe betreurenswaardig dit ook zij, de uitslagen, welke verkregen werden door den *Nationalen Bond voor contante betaling*, zijn degelijk, ja, doch werkten niet zoo spoedig als men wenschte, en men was verplicht vast te stellen dat « gebruiken slechts zeer langzaam gewijzigd worden en de gewoonte van uitgestelde betalingen niet op één dag zal verdwijnen ».

Doch de kwaal groeit met den dag aan en men kan onmogelijk alleen den tijd aan het werk laten.

« De Staat heeft er belang bij op te treden, vooral wanneer private pogingen moeilijk slagen » (1).

De eensgezindheid, de volharding waarmede deze hervorming geëischt wordt — vooral door de belanghebbenden die de beste rechters zijn over haar nut — weerleggen op klinkende wijze de theorie der niet-tusschenkomst.

(1) *Le paiement au comptant devant la législature (Bulletin de l'Office des métiers et négoce, 1909, bl. 241).*

Het vraagstuk van den interest van rechtswege werd tamelijk breedvoerig behandeld in de Nationale Middenstandscommissie.

In de derde afdeeling bracht de heer Pyfferoen in herinnering dat in eene voordracht voor den *Bond voor contante betaling* in het Paleis der Academiën, op 5 Juni 1906, de heer Beernaert gezegd had « dat de wetgever een maatregel zou dienen in te voeren, waarbij elke levering van koopwaar van rechtswege interest zou opbrengen na eenen bepaalden tijd » (1).

De afdeeling liet zich onmiddellijk gunstig uit over het voorstel, dezen wensch tot wet te maken, nadat de heer Varlez gemeld had dat sommige Rechtbanken van Koophandel, namelijk te Verviers, te Brugge en te Gent, reeds hadden beslist dat in zekere gevallen interest verschuldigd was van af den dag van het sturen der rekening en vóór de dagvaarding (2).

De volgende wensch werd bij stemming goedgekeurd op 27 November 1907 : « De Nationale Commissie drukt den wensch uit, dat eene wet de betaling van den wettelijken interest oplegge aan den kooper, drie maanden na het sturen der rekening, zooals zal blijken uit de koopmansboeken van den leveraar en de aanvaarding van de koopwaar (3). »

Dit voorstel werd op 30 April 1907 behandeld door de algemeene vergadering. Na eene zeer lange beraadslaging werd het aangenomen met het volgende amendement : « Deze (levering) zal geacht worden te zijn aanvaard, zoo binnen de vijftien dagen na de ontvangst geene klacht werd aangevoerd (4) ».

Terloops weze gezegd dat wij dit amendement weervinden in artikel 19, § 1, van het reeds vermelde voorstel van den heer Franck :

« De waren en bewerkte voortbrengselen, geleverd door de kleinhandelaars en de nijveraars die rechtstreeks voor het verbruik leveren, worden geacht te zijn aangenomen indien, binnen een termijn van ééne maand te rekenen van de levering, er geene schriftelijke opmerkingen werden ingebracht noch een onderzoek door deskundigen werd gevraagd. »

Sinds werd dezelfde wensch herhaaldelijk met merkwaardige volharding genit in al de vergaderingen van vertegenwoordigers van den middenstand.

Laten wij slechts de jongste aanhalen : De *Vereeniging tot het bestudeeren en verdedigen der belangen van den Middenstand* richt in 1909 een verzoekschrift tot den Minister van Justitie om te vragen dat de burgerlijke inschulden van ambachtslieden en winkeliers van rechtswege een interest zouden opbrengen van 2 t. h. per begonnen kwartaal, van de derde maand af na de levering, mits de rekening (met den tekst der wet als kantteekening) tijdig door den schuldeischer werd opgestuurd.

Het Congres van den Middenstand, te Sint-Nikolaas gehouden op 22-23 Augustus 1909, uit de volgende wenschen :

(1) Vergadering van 30 October 1906. Processen-verbaal, bl. 29.

(2) Ibid., bl. 55.

(3) Ibid., bl. 58.

(4) Processen-verbaal der algemeene vergaderingen, bl. 717.

3^o Dat de rekeningen der leveraars bedingen :

a) dat geene klachten meer aanvaard worden na een termijn van vijftien dagen ;

b) dat de korting van 2 t. h. zal worden toegestaan voor elke betaling met gereed geld of uiterlijk binnen dertig dagen ;

c) dat een interest van 2 t. h. verschuldigd is voor elke betaling na drie maanden ;

d) dat de verkoopers zich onderling zouden verstaan om bovengemelde bedingen in eenen en denzelfden vorm te vermelden ;

4^o dat de handelaars en ambachtslieden zich onderling zouden verstaan, om, mits een licht commissieloon, door derde personen te laten ontvangen de rekeningen welke zij zelf niet verlangen aan te bieden.

De *Vrije Burgersbonden van België* deelen op 13 November 1909 de besluiten van hunne algemeene vergadering te Gent (24 October 1909) mee aan de Kamer. Deze besluiten luiden :

« Verklaren zich te verzetten tegen het voorstel van de heeren Henderickx c. s., houdende wijziging van de artikelen 2271 en 2272 van het Burgerlijk Wetboek.

» Sluiten zich aan bij het voorstel van de Middenafdeeling, met verzoek artikel 2272 *bis* aldus te wijzigen dat de schuld verjaart twee jaar na den afloop van het burgerlijk jaar waarin de levering werd gedaan.

» Vragen dat het wetsvoorstel Masson, betreffende het krediet van kleinhandelaars en ambachtslieden, te gelijker tijd worde aangenomen. »

In het buitenland maakt de kwestie niet minder de openbare denkwijze gaande. Dr Thilo Hampke, te Hamburg, overtuigd hoe moeilijk het is de gewoonten der koopers op korten tijd te wijzigen door wettelijke of bestuurlijke maatregelen, bedacht het volgende stelsel voor de zoo noodige medewerking van het initiatief der particulieren en der syndicaten.

« 1^o De ambachtslieden moeten hunne facturen duidelijk en spoedig opmaken met vermelding van de voorwaarden van betaling die dan algemeen in het gebruik zullen komen ;

» 2^o Leveringen van zekere waarde moeten vergezeld gaan van eene factuur meldende dat geen klachten meer aanvaard worden na een termijn van vijftien dagen ;

» 3^o Korting van 2 t. h. wordt toegestaan voor betaling met gereed geld of uiterlijk binnen dertig dagen ;

» 4^o Interest van 2 t. h. per kwartaal wordt berekend op elke factuur na verloop van drie maanden.

» Al deze vermeldingen worden gedrukt op de facturen en de ambachtslieden zullen zich onderling verstaan om geen andere formule te gebruiken. »

Bij onze Noorderburen besloot de Nationale Middenstandscommissie haar onderzoek van de onderhavige kwestie door het opmaken, in Juli 1910, van een voorontwerp van wet, dat zij aan H. M. de Koningin mededeelde met eene memorie van toelichting.

In beginsel laat dit voorontwerp den kleinhandel en de ambachten vrij, interest te rekenen op hunne leveringen. Deze interest zou kunnen loopen van de aanbidding der rekening af en 5 t. h. bedragen; het bewijs van deze aanbidding zou blijken uit den ambtelijken poststempel aangebracht op het dubbel der factuur, dat aan den schuldenaar wordt overgemaakt.

Ten slotte, in het Groothertogdom Luxemburg werd op 23 Juni 1909 eene bijzondere wet betreffende de onderhavige kwestie aangenomen.

Het heeft zijn nut, haren tekst hier op te nemen.

EERSTE ARTIKEL.

De schuldvorderingen van kooplieden en ambachtslieden wegens verkoop in het klein van koopwaren of wegens uitvoering van werken, met inbegrip van de uitgaven die daarop betrekking hebben en door den schuldeischer werden gedaan, brengen van rechtswege een interest op van 2 t. h. per begonnen kwartaal, na verloop van de derde maand volgende op de levering der koopwaren of de voltooiing der werken.

ART. 2.

Deze interest is dan alleen verschuldigd, wanneer de koopman of de ambachtsman, binnen de maand na de levering der waren of na de voltooiing der werken, de factuur daarvan aan zijnen schuldenaar heeft gezonden; de factuur moet den tekst van het eerste artikel dezer wet vermelden.

Het bewijs, dat aan deze verplichting werd voldaan, wordt geleverd overeenkomstig het gemeene recht.

ART. 3.

De bepalingen dezer wet zijn niet van toepassing op de leveringen noch op de werken die werden gedaan ten behoeve van den handel of van de nijverheid van den schuldenaar.

Op dit optreden van den Luxemburgschen wetgever dient de aandacht gansch bijzonder te worden gevestigd, daar de Kamer der Afgevaardigden de wet met eenparige stemmen heeft aangenomen. Nu, van dat wetsontwerp, dat in 1876 en in 1904 van de Regeering uitging, had men afgezien ten gevolge van het verzet van het Hooge Gerechtshof en den Raad van State. Het werd in 1906 opnieuw ingediend door Kamerleden en de Regeering stapte over het verzet van den Raad van State heen, door hare vroegere voorstellen opnieuw over te leggen in 1908. De hervorming kwam tot stand onder den drang der openbare denkwijze.

* * *

Artikel 1146 van het Burgerlijk Wetboek aanziet de achterstal-interesten als eene vergoeding ten laste van den schuldenaar die nalaat zijne verplichting na te leven binnen den tijd, door de wet of bij overeenkomst bepaald.

Artikel 1183 vult dit artikel aan door te bepalen dat daartoe een rech-

terlijke eisch noodig is. « Zij (de door de wet bepaalde interesten) zijn maar » verschuldigd van af den dag, waarop de eisch wordt ingediend, tenzij in » de gevallen dat de wet die van rechtswege te betalen verklaart. »

Het is dus noodig, om het wetsvoorstel op gerechtelijken grondslag te doen steunen, in de wet het beginsel der verplichting te huldigen en den wettelijken termijn te bepalen voor het betalen van de leveringen der kooplieden in 't klein. Vervolgens dient men ofwel te bepalen dat de interesten van rechtswege eischbaar zijn door het feit alleen dat de termijn verstreken is, ofwel aan eene niet-gerechtigde daad de waarde en de gevolgen toe te kennen van den « rechterlijken eisch, in artikel 1153 van het Burgerlijk Wetboek bedoeld. »

Wij hebben erkend dat de verplichting tot het betalen van achterstal-interesten moet het gevolg zijn van eene bepaling der wet en niet van eene uitdrukkelijke bepaling vanwege de partijen.

Het wetsvoorstel van den heer Masson voorziet dat de interesten maar zullen eischbaar zijn indien de leverancier vermeldt op zijne factuur of op zijn staat van rekening dat, bij gebrek van betaling op den vervaldag, de verschuldigde som van rechtswege 1 1/2 t. h, interest per kwartaal zal opbrengen.

Die verplichting is klaarblijkelijk overgenomen uit de Luxemburgsche wet, waarvan de bewoordingen van artikel 2 zijn overgeschreven.

Deze vermelding op de factuur of op het uittreksel van rekening schijnt geen ander doel te hebben dan de schuldenaars eene waarschuwing te geven. Is het echter niet te vreezen dat men die zal anders uitleggen? In de toelichting van zijn wetsvoorstel zegt de heer Du Bus de Warnaffe reeds met het oog op die bepaling : « Het beding van interest werkt niet van rechtswege. De schuldeischer moet uitdrukkelijk zijn inzicht te kennen geven om gebruik te maken van de bepalingen der wet. »

De verplichting om die melding te doen zou dus de handelaars in een wezenlijk slechten toestand brengen. Velen onder hen zullen van de wet geen gebruik durven maken, indien dit gebruik eene werkelijke daad vergt om het voordeel der wet te kunnen invoeren. Er zou weinig of niets veranderd zijn aan den huidige toestand waarbij de leveranciers het recht hebben — zooals de Commissie met eigene oogen facturen kon zien waarop die melding voorkomt — te vermelden dat het gebrek van betaling voor gevolg zal hebben hun recht te geven op interesten die in dat geval zullen geëischt worden als bij overeenkomst. De nieuwe wet zou geen anderen uitslag hebben dan alle betwisting te doen verdwijnen hierover dat het ontvangen — zonder verzet — van eene factuur met dergelijke vermelding moet beschouwd worden als bewijs van overeenkomst betreffende die bepaling.

Die uitslag zou niet bevredigend schijnen om eene verandering van de bestaande wet te rechtvaardigen. Verder schijnt er ons geen reden te bestaan om hier af te wijken van het beginsel dat « niemand wordt ondersteld de wet niet te kennen » en een der partijen te dwingen de wet aan de andere partij te herinneren op straf de wet niet te mogen invoeren.

De tekst van het wetsvoorstel des heeren du Bus de Warnaffe schijnt ons dus de voorkeur te verdienen : er moet wettelijke, volstreckte verplichting bestaan.

Dat punt vastgesteld zijnde, wanneer moeten de interesten beginnen te loopen?

Er dient geen verwarring gemaakt tusschen den dag, waarop de schuld eischbaar is, en den dag waarop de interesten beginnen te loopen.

Het is hoegenaamd niet noodig te verklaren dat de schuldvorderingen der leveranciers en der stielmannen eischbaar zijn binnen een maand of binnen om 't even welken termijn, omdat zij, stipt genomen en bij gebrek aan tegenovergestelde bepaling, feitelijk en onmiddellijk eischbaar zijn door 't feit zelf van het leveren van de waren of van het voltooien van de werken.

Het is dus niet noodig, den dag der eischbaarheid te bepalen.

Van een anderen kant mag er niet besloten worden uit het feit dat er een gebruikelijke termijn bestaat tusschen den dag der stipte eischbaarheid en den dag der betaling, dat dit gebruik in wet zou moeten veranderen. Bij niemand is de gedachte opgerezen, door een dag te bepalen waarop het uitstellen der betaling schadelijk wordt verklaard, het recht te erkennen, *a contrario*, om eene betaling, die den dag zelf der levering moet geschieden, uit te stellen of te verschuiven. Verplichting en bekrachtiging mogen niet met elkander verward worden.

Zooniet zou men den toestand, waarover geklaagd wordt, nog verergeren, vermits voortaan iedereen het recht zou hebben te wachten om te betalen totdat eene factuur wordt gezonden of interesten kunnen geëischt worden.

Het spreekt vanzelf dat het recht om de onmiddellijke betaling te eischen en onmiddellijk de interesten te doen loopen bij middel van een rechterlijken eisch, bij voortduring en onverminderd blijft bestaan.

Het stelsel van den interest loopende van rechtswege, van het *dies interpellat pro homine*, is stellig van de hand gewezen door het Wetboek.

Het Wetboek heeft den schuldenaar willen beschermen tegen de strengheid der schuldeischers. De schuldenaar, dikwijls weinig geleerd, al te dikwijls onachtzaam of onbedacht, kan maar slecht de voor hem jammerlijke gevolgen voorzien van het oploopen van de interesten.

Men mag dien dag niet bepalen op den dag der levering en nog minder op een termijn van af dezen laatsten, als zijnde het begin van den achterstal in de verplichting om te betalen : dit laatste geval ware de loochening van het beginsel der verplichting der prompte betaling. Men moet dus het stelsel aannemen der vordering.

De Duitse wet, die streng is jegens den schuldenaar, verplicht nochtans den schuldenaar, die geen handelaar is, tot het betalen van interesten eerst na daartoe te zijn gedaagd geworden. (§§ 284, al. 1, en 288 van het Duitse Burgerlijk Wetboek.)

Het is waar dat, onder kooplieden, de interesten wegens verdraagde beta-

ging van rechtswege lopen te rekenen van den vervalldag. (§ 353, Wetboek van Koophandel.)

Het komt dus voor, dat men hier niet moet afwijken van de algemeene rechtsbeginselen.

Doch iets anders is het, den eisch in rechten of zelfs de gerechtelijke akte te vervangen door eene gelijkwaardige akte, zoo deze van aard is om den schuldenaar in te lichten over de gevolgen zijner traagheid.

Dergelijke akte zou bestaan in het zenden van een factuur of van een uittreksel van rekening.

Voor het stelsel van het zenden eener factuur, geldende als aanmaning, kan nog, in practisch opzicht, worden aangevoerd dat, zoo men zich hield aan den datum der levering, de interesten een verschillend uitgangspunt voor elk artikel zouden kunnen hebben en dat het berekenen dezer interesten het boekhouden zeer ingewikkeld zou maken. Anderdeels, mag men het den kooper niet ten kwade duiden, zoo hij, alvorens de geheele rekening te betalen, wacht totdat een zeker aantal leveringen werden gedaan; om die interesten te kunnen optrekken, zou de kooper ook opzettelijk kunnen nalaten de factuur in te zenden.

De interesten zullen lopen, indien er geen gevolg wordt gegeven aan de aanmaning, bestaande in het zenden der factuur.

Doch hier ook moet men rekening houden met de gewoonten en in acht nemen het tijdsverloop, dat er thans is tusschen het betalen en de ontvangst der factuur en uit hoofde waarvan het niet is veroorloofd den schuldenaar te rangschikken in de reeks der « slechte betalers », zoelang het niet ten einde is.

Hoe lang moet dit tijdsverloop zijn?

In het voorstel van den heer Masson en in dit van de heeren Franck c. s. is er sprake van ééne maand uitstel van af de ontvangst der factuur.

De heeren du Bus c. s. stellen voor, zes maanden te verleenen na den dag der levering. Bij het amendement van den heer du Bus de Warnaffe, in dato van den 24^e November 1908, werd de termijn van twee maanden bepaald na het uitgangspunt der verjaring.

De Luxemburgsche wet neemt een tijdsverloop aan van drie maanden na de levering.

De heeren Masson c. s. voorzien eene mogelijke afwijking; het voorstel van den heer du Bus de Warnaffe is hieromtrent stilzwijgend.

Het op te lossen vraagstuk is uitsluitend van feitelijken aard; vermits de constante betaling het nagestreefde ideaal is, is het tijdsverloop van ééne maand ongetwijfeld beter gerechtvaardigd dan die van zes maanden. Het uitgangspunt moet, zooals wij het hebben uitgelegd, worden vastgesteld door het inzenden der factuur. Nu, vermits er min of meer tijd verloopt tusschen de levering en het inzenden der rekening, bestaat het verschil van ééne tot zes maanden, dat de onderteekenaars der twee voorstellen scheidt, meer in schijn dan in werkelijkheid: het tijdsverloop van ééne maand vult den termijn aan, welke verlopen is tusschen de levering en het inzenden

der factuur. Doch, om niet te veel af te wijken van de gewoonten, heeft de Commissie een middelweg gevolgd : het tijdsverloop van drie maanden te rekenen van het inzenden der factuur.

Anderdeels is zij van oordeel dat men niet mag verbieden de tegenstrijdige bepalingen — verkorting of vermindering : de bepaling, welke wij behandelen, mag men immers niet aanzien als opgelegd zijnde door de openbare orde, vermits, krachtens de wet van 5 Mei 1863, de volstreckte vrijheid bij het bepalen van den interest zelfs hersteld werd.

Hoe zal men het bewijs leveren van het inzenden der factuur?

Overeenkomstig het gemeene recht, zegt de Luxemburgsche wet, en men beweert dat het niet moeilijker zal vallen, het bewijs te leveren van het inzenden der factuur dan dit van het bestaan der schuld zelve.

Onder kooplieden kan men, volgens het gemeene recht, het bewijs leveren door het overleggen van regelmatig gehouden koopmansboeken.

Artikel 20 der wet van 15 December 1872 regelt echter slechts de geschillen tusschen kooplieden voor daden van koophandel en is niet van toepassing op de geschillen tusschen een koopman en een niet handeldrijvend persoon, noch zelfs op de geschillen tusschen twee kooplieden, zoo de zaak vreemd is aan hun bedrijf.

Tegenover personen die niet handel drijven, kunnen de koopmansboeken heden, in het meest gunstige geval, slechts dienen als begin van bewijs, krachtens hetwelk hij, die ze heeft gehouden, kan worden toegelaten tot den aanvullenden eed (art. 1329 Burg. Wetboek); zij dienen niet als begin van schriftelijk bewijs, dat wordt vereischt tot de toelating van het bewijs door getuigen in burgerlijke geschillen van eene hoogere waarde dan 150 frank. (Cf. art. 1347 Burg. Wetboek.)

Moet men echter de kooplieden verplichten, bijzondere boeken te houden? Dat zou het houden van de boeken, hetwelk reeds zeer moeilijk is voor sommige kleinhandelaars, meer ingewikkeld maken. Kan men zich niet tevreden stellen met eene algemeene bepaling en zich voor het overige gedragen aan de wijsheid van den rechter? De eenvoudigste oplossing ware dus, het bepaalde in artikel 20 der wet van 1872 uit te breiden en — niet een vermoeden tot stand te brengen ten bate van den leverancier, gesteld dat het overleggen van zijne koopmansboeken bewijskracht heeft tenzij het tegendeel werd bewezen — aan den rechter een vrijheid toe te kennen, welke hij tot nu toe niet bezit?

Niet meer dan noodig is behoeft men te ontstellen bij de gedachte dat een gevaarlijke toestand voor den schuldenaar zou tot stand gebracht worden door eene wijziging van de huidige orde of wijze van bewijs. Waarover zou hij zich beklagen? Zou hij er zich over beklagen dat interesten van hem worden opgeëischt, omdat hij in gebreke is gebleven vooraf eene rekening in te zenden? Doch die interesten zullen dan alleen worden gevorderd wanneer een betrekkelijk lange tijd sedert de levering is verlopen, en het zou wel onwaarschijnlijk zijn dat de verkoper er zou aan denken, deze te eischen zonder ooit eene poging tot invordering te hebben aangewend. Anderzijds,

geldt het niet als beginsel dat de betaling — tenzij het tegendeel werd bepaald — dadelijk eischbaar geacht wordt? De kooper kent de schuld, trekt voordeel uit den prijs. Is hij niet eenigerwijs schuldig, zoo hij er niet aan denkt zijne schuld te betalen?

Heeft men misbruiken te vreezen? Zij zouden voorspruiten uit valsche beweringen van den verkooper betreffende het inzenden der factuur.

Nu, men moet in acht nemen dat, zoo men beslist dat de vermeldingen van een factuurboek kracht van bewijs of van bestatiging zullen hebben bij gevolgtrekking, de valsche vermeldingen onder de toepassing zullen vallen van artikel 196, laatste §, van het Strafwetboek (1).

Anderdeels, is het ontegensprekelijk van belang, dat men aan de vermeldingen der facturen eene kracht geeft, waardoor het mogelijk wordt, eene door den kleinhandel hoogst gewenschte hervorming tot stand te brengen — eene hervorming welke onontbeerlijk schijnt om het door hem verlangde krediet te vergemakkelijken : het disconteeren van de facturen.

Dit disconteeren onderstelt noodzakelijkerwijs de bepaling van vervaldagen. Door deze bepaling zullen de kredietinstellingen de rekeningen kunnen beschouwen als zijnde waarden tot waarborg van voorschotten. In sommige steden hebben de handelaars van de banken reeds verkregen dat zij het bedrag der facturen innen en voorschotten verleenen op de ingediende facturen. Deze handelwijze heeft de beste uitslagen opgeleverd, inzonderheid wat betreft de regelmatigheid der betalingen : derden hebben zij niet verzocht uitstel te verleenen, zooals zij aan den verkooper zelf zouden hebben gevraagd, uitstel welk de verkooper hun ongetwijfeld niet zou geweigerd hebben.

Terecht mag men meenen dat het bepaalde in het gewijzigd artikel 2, zoo het werd aangevuld door eene nieuwe bepaling tot aanvulling van artikel 509 van het Strafwetboek en krachtens welke zouden worden gestraft zij die facturen van koopwaren, welke zij weten niet opeischbaar te zijn, ter invordering mochten aanbieden, zou geschikt zijn om het bij het Parlement aanhangige vraagstuk in groote mate te vergemakkelijken, inzonderheid door het voorstel van de heeren Dallemagne c. s.

Deze bepalingen zouden daarenboven deze andere heilzame uitwerking hebben, dat daardoor de kleinhandel zou verplicht zijn de boeken met nauwgezetheid en zorg te houden, iets wat thans te veel verwaarloosd wordt.

Wat het berekenen der interesten betreft, schijnt het niet dat men ze voor een volle trimester moet betalen. Zóó zou men den schuldenaar, voor wien ten gevolge van zijne vertrapte schulden een trimester is begonnen, aanzetten om de interesten, eischbaar voor het gansche trimester, zelf te genieten totdat dit trimester is verlopen.

Er bestaat geene reden om af te wijken van het gemeene recht : de moeilijkheid om sommige rekeningen op te maken zou dit niet rechtvaardigen.

(1) Cfr. NYPELS et SERVAIS, *Code pénal interprété*, I, bl. 591 en volgende.

Evenmin schijnt het noodig een anderen dan den wettelijken interest aan te nemen : de interesten wegens vertraagde betaling zijn noch eene straf, noch een dwangmiddel.

Het voorstel van wet brengt geen enkel voorrecht tot stand ten bate van den kleinhandel, wanneer het streeft naar de herstelling van deze ongerechtigheid : het gedwongen krediet, door den verkooper toe te staan. Uit hoofde van dit krediet lijden de goede betalers nadeel om wille van de slechte; daarom moet de handelaar zijne prijzen verhoogen naar evenredigheid van de lasten welke voor hem voortspruiten uit de onbeschikbaarheid van zijn kapitaal, dat moest zijn een « bedrijfskapitaal ».

Het voorstel reikt eene helpende hand aan den middenstand door aan het privaat initiatief een noodzakelijk steunpunt te verschaffen om ingewortelde gewoonten te hervormen. Het zal ten goede komen aan de koopers zelf door hen te verplichten hunne uitgaven te doen overeenstemmen met hunne inkomsten; de onwetendheid van het bedrag der te betalen schulden, het te lang verleende krediet, de daarbij belang hebbende toegevendheid van de leveranciers, zijn niet zelden de oorzaken, welke tot nieuwe schulden aanleiding geven.

Sedert lange jaren eischt de middenstand dat het Parlement wetten invoere tot bescherming van zijne belangen. Het Parlement is hun schuldenaar, en deze schuld is eischbaar.

Moge de middenstand bevinden dat de betaling dezer schuld niet te lang onrechtvaardig zal uitgesteld worden!

De Verslaggever,

P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,

E. NERINCX.

Texte du projet de loi.

*Proposition de MM. du Bus
de Warnaffe et consorts.*

ARTICLE UNIQUE.

Les créances des marchands et artisans pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, six mois après la date de la livraison des marchandises ou de l'achèvement des travaux.

*Proposition de MM. Masson
et consorts.*

ARTICLE PREMIER.

Les créances pour fournitures faites par des marchands au détail, ou pour travaux effectués par des artisans, seront exigibles dans le mois de la facture ou du relevé de compte, s'il n'en est autrement convenu par les parties.

A défaut de paiement à l'échéance, la somme due sera productive de plein droit d'un intérêt de 1 1/2 p. c. par trimestre.

ART. 2.

Cette disposition ne sera applicable que si le fournisseur en fait mention dans la facture ou le relevé de compte.

Tekst der wetsvoorstellen.

*Voorstel van den heer du Bus
de Warnaffe en medeleden.*

EENIG ARTIKEL.

Schuldvorderingen, welke koop- en ambachtslieden tegood hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest, zes maanden na den dag waarop de waren geleverd of de werken voltooid werden.

*Voorstel van den heer Masson
en medeleden.*

EERSTE ARTIKEL.

De betaling van de leveringen, door kleinhandelaars gedaan, of van de werken verricht door ambachtslieden, kan worden gevorderd binnen eene maand na indiening van de factuur of van het uittreksel van rekening, indien door de partijen daaromtrent niets anders is bedongen.

Bij gebrek aan betaling op den vervalldag, geeft de verschuldigde som van rechtswege een driemaandelijkschen interest van 1 1/2 t. h.

ART. 2.

Deze bepaling is dan alleen van toepassing, wanneer de leverancier daarvan melding maakte in de factuur of in het uittreksel van rekening.

Texte proposé par la Commission.

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

ARTICLE PREMIER.

Les créances des marchands et artisans, pour fournitures au détail de marchandises ou pour exécution de travaux produiront intérêt légal, de plein droit, *à l'expiration du troisième mois à compter du jour de l'envoi de la facture ou du relevé de compte.*

(Supprimer cet article.)

EERSTE ARTIKEL.

Schuldvorderingen, welke koop- en ambachtslieden te goed hebben voor het leveren in 't klein van waren of voor het uitvoeren van werken, geven van rechtswege den wettelijken interest *bij het eindigen van de derde maand te rekenen van den dag waarop de factuur of het uittreksel van rekening werd toegezonden.*

(Dit artikel te doen wegvallen.)

ART. 2.

(Supprimer l'alinéa 1).

ART. 2.

(Het 1^{ste} lid te doen wegvallen.)

Texte du projet de loi.

La preuve de l'accomplissement de cette formalité résultera à suffisance, de la transcription de la facture en un livre copie-lettres et de la production d'un registre facturier reproduisant les termes de l'article premier tant sur la souche que sur le talon.

ART. 3.

La présente loi n'est pas applicable aux obligations des commerçants, à moins que les fournitures et travaux n'aient une cause étrangère au commerce.

Tekst der wetsvoorstellen.

Het bewijs dat deze formaliteit is vervuld, blijkt genoegzaam uit de overschrijving van de factuur in een kopijboek en uit de overlegging van een facturenboek waarin de bewoordingen van artikel 1 zijn weergegeven, zoowel op het aan den stam blijvend als op het afgescheurd gedeelte van het blad.

ART. 3.

Deze wet is niet van toepassing op de verbintenissen aangegaan door handelaars, tenzij de leveringen en werken niet tot hunnen handel betrekkelijk zijn.

Texte proposé par la Commission.

Les livres et écritures de commerce, régulièrement tenus, pourront être admis par le juge pour faire preuve de l'envoi de la facture ou du relevé de compte.

ART. 3.

(Comme ci-contre.)

Tekst, door de Commissie voorgesteld.

De regelmatig gehouden handelsboeken en -schrifturen kunnen door den rechter worden aangenomen als bewijs der toezending van de factuur of van het uittreksel van rekening.

ART. 3.

(Zooals hiernevens.)